

ACADÉMIE DE GRENOBLE | En raison du contexte national, les établissements

La rentrée placée sous



Concernant les écoles primaires, les parents seront mis à contribution afin de trouver des solutions pour éviter les attroupements devant les portes d'entrée. Photo Le DL/Christophe AGOSTINIS

Comment vont être appliquées les circulaires gouvernementales sur la sécurité dans les établissements scolaires dans un contexte de risque d'attentat terroriste ? François Charlon, directeur de cabinet de la rectrice de l'Académie de Grenoble, nous explique tout cela. Interview.

→ Cette rentrée est placée sous le signe de la sécurité, après les attentats du Bataclan et de Nice...

«Pas seulement. Mais oui, malheureusement, nous restons dans la continuité des mesures de sécurité prises en coordination avec les préfetures, après les premiers attentats. En effet, nous n'avons pas attendu les circulaires gouvernementales, ni les consignes de rentrée, pour prendre des dispositions afin de sécuriser les établissements scolaires de notre académie.»

→ Il y a quand même une nouveauté, l'exercice "attentat-intrusion" qui doit être effectué dans chaque établissement.

«Cet exercice s'inscrit dans la culture de prévention des risques, comme les exercices in-

tervention ou le confinement pour prévenir un risque chimique. Chaque établissement doit en organiser trois par an, et celui de l'"attentat-intrusion" doit avoir lieu de préférence avant les vacances de la Toussaint. L'an passé, un exercice de ce type a déjà été testé dans différents établissements de l'académie et cela s'est très bien passé. On a eu de bons retours.»

→ Le thème de cet exercice n'est pas des plus faciles à mettre en place avec des enfants...

«Cela fait partie de la gestion des risques. Le contexte actuel engage des changements nécessaires. Il faut s'y mettre, la situation le demande. Mais cela reste un exercice de prévention, et on doit veiller à ce qu'il n'entraîne

pas d'angoisse particulière chez les enfants. Les services pédagogiques ont été formés pour être en mesure d'expliquer le pourquoi et le comment. Lors des tests effectués l'an passé, la réception des enfants était plutôt bonne. Il ne faut pas sous-estimer leur capacité de compréhension et leur volonté d'apprendre les gestes qui peuvent sauver.»

→ Des parents pourraient regretter un tournant sécuritaire au sein de l'école.

«Vous savez, c'est une question de citoyenneté. Que les parents aient des opinions et l'envie de les exprimer, c'est tout à fait normal. Mais il y a quand même une prise de conscience générale, aussi bien chez les parents que les enseignants et les personnels, qu'il faut faire de la prévention. Notre devoir à tous est quand même de protéger les enfants. Non, je suis sûr que tous les parents sont prêts à collaborer avec l'Éducation nationale et les servi-

ces de sécurité.»

→ Comment stopper les attroupements devant les établissements, comme le précise la circulaire gouvernementale ?

«C'est un des points sensibles du dispositif, sur lequel une attention particulière sera posée, notamment de la part des chefs d'établissements. Car chaque école, chaque collège, chaque lycée a ses spécificités et ses contraintes. Certaines sont plus délicates quand les bâtiments donnent sur la voirie, par exemple. Mais les différentes situations sont analysées pour gérer au mieux les flux. Il y aura peut-être certaines arrivées plus échelonnées dans certains établissements. Ensuite, notamment pour les écoles primaires, les parents seront mis à contribution pour trouver des solutions afin d'éviter les attroupements devant les portes d'entrée.»

→ Les établissements

de l'académie sont-ils davantage visés que les autres ? Y a-t-il eu des menaces particulières ?

«Non, aucune menace particulière. Mais nous connaissons tous l'annonce globale de Daesh qui a placé les établissements scolaires français comme cible potentielle. À nous maintenant de gérer ce risque, sans créer de psychose non plus.»

→ Mais la rentrée va bien se passer, quand même.

«Le climat national est pesant, il ne touche pas seulement l'école mais la société entière. Comme je l'ai dit, c'est notre devoir à tous de répondre à la demande de sécurité aujourd'hui imposée par les derniers événements. Après, la rentrée est là et on fait tout pour qu'elle se passe dans la sérénité, avec l'objectif de réussite scolaire pour tous nos enfants et nos jeunes à la fin de l'année.»

Propos recueillis par Ève MOULINIER

À Grenoble, on annonce « des passages aléatoires de la police municipale aux entrées et sorties des écoles »

La première adjointe grenobloise, Élisabeth Martin, en charge notamment de la sécurité, le dit d'emblée : « Il ne s'agit pas de faire peur aux Grenoblois, d'autant plus qu'il n'y a pas eu de menaces particulières sur les établissements scolaires de notre ville. Il faut néanmoins être conscients des risques et rester prudents. La sécurité des enfants est une affaire extrêmement sérieuse et on sait maintenant depuis Nice que des attentats peuvent se produire en province. »

L'élue ajoute que, depuis l'attentat du Bataclan en novembre 2015, des mesures avaient déjà été prises localement, en coopération avec la préfecture et les

services de police. « On ne l'a pas forcément crié sur les toits, mais cela a été fait. La situation et le contexte ont changé, ne pas prendre en compte cette réalité serait une erreur. »

La Ville a fourni aux services de secours tous les plans des bâtiments scolaires

Pour ce qui est de la sécurisation des écoles primaires, qui relèvent de la compétence de la commune, Élisabeth Martin précise que la Ville a fourni aux services de secours tous les plans des bâtiments pour organiser de potentielles évacuations. « Avec l'Éducation nationale, nous travaillons aussi pour éviter les attroupements aux alentours des

écoles. Il faudra donc expliquer aux parents les nouvelles organisations. Et concrètement, à Grenoble, il n'y aura pas de sortie du périscolaire pour les grands avant 17h30, pour éviter la multiplication des flux. Nous avons également planifié des passages aléatoires de la police municipale aux entrées et sorties des établissements. »

Élisabeth Martin dit aussi que la municipalité se pose la question de trouver des solutions pour inciter les Grenoblois à être formés aux gestes de premiers secours. « Et bien sûr, nous voulons continuer à travailler avec la préfecture sur la lutte contre la radicalisation. »

Propos recueillis par Ève M.



« Il ne s'agit pas de faire peur aux Grenoblois, d'autant plus qu'il n'y a pas eu de menaces particulières sur les établissements scolaires de notre ville. Il faut néanmoins être conscients des risques et rester prudents. » Photo Le DL/Archives